

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DELIBERATION N° 049 /2018 DU 23 OCTOBRE 2018

Portant modification de la délibération n° 37/2018 du 23 août 2018 portant création d'emplois permanents.

Date de convocation : 1	7 octobre 2018		
Date d'affichage : 17 oc	tobre 2018		
Date d'affichage du com 24 octobre 2018	• 200 s se en		
Date d'affichage de la pr 2 9 0CT. 2	018		
Résultats des votes :	VOTANTS	32	
	POUR	32	
	CONTRE	00	
	ABSTENTION	00	

La délibération est adoptée à l'unanimité.

L'an deux mille dix-huit, le vingt-trois octobre, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Edouard FRITCH, Maire.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance.

Madame Yvette LICHTLE et. Madame Eliane LECHENE ont été désignées pour remplir cette fonction.

ELUS EN EXERCICE	33
PRESENTS	27
PROCURATION	05

	Présent	Absent	Procuration à
M. Edouard FRITCH	X		
Mme Yvette LICHTLE née BOHL	X		E.
M. Abel TEMARII	X		P
Mme Marie Madeleine MAO	X		
M. Félix ATEM	X		*
Mme Lorraine HUNTER née MO TAM PO	X		
M. Heimana TAURAA	X		
Mme Eliane LECHENE née LAUZUN	X		
M. Yvonnick RAFFIN	X		
Mme Yvannah TIXIER née POMARE		Χ	Yvette LICHTLE
M. Jean CHICOU	X		,A
Mme Miriama MACE	X		
M. Jean-Claude PAQUIER		Х	Miriama MACE
Mme Doris RAUFEA née DROLLET	X		
M. Léon MAKE	X		
Mme Maire SVARC	X		
M. Christophe TAURAATUA	X		* .
M. Samuel MOO SUNG	X		i
M. Maono TERE		X	Rosana TEHOIRI
M. Christophe TEAO		Х	Raiarii TETOOFA
Mme Riveta URAHUTIA		Х	Heimana TAURAA
M. Milton PARAUE	X		· ·
Mme Taiana TEPU née THUNOT	X		
Mme Turere FOLIAKI née BAMBRIDGE	X		
Mme Rosana TEHOIRI	X		
M. Kapo MOU KAM TSE		X	¥ 2
Mme Keehi WONG	X		
Mme Raiarii TETOOFA	X		
M. Irvine Tekohututoua PARO	X		
Mme Béatrice VERNAUDON	X		
Mme Maiana BAMBRIDGE	X		
M. Théodore TETUAETARA	X		*
Mme Thilda HAREHOE née GARBUTT	X		i i
TOTAL	27	6	5 procurations

# DELIBERATION N° 049/2018 DU 23 OCTOBRE 2018

Portant modification de la délibération n° 37/2018 du 23 août 2018 portant création d'emplois permanents.

# LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE PIRAE

- la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française ;
- VU l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ;
- VU le décret n°2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs
- VU Le décret n°2011-1551 du 15 novembre 2011 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que leurs établissements publics administratifs ;
- VU L'arrêté n° 1119 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « Exécution » ;
- L'arrêté n° 1085 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié relatif à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique des communes, des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- VU L'arrêté n° 118/2014 du 26 juin 2014 modifié fixant l'organisation structurelle et les règles de fonctionnement des services composant l'administration de la commune de Pirae ;
- La délibération n° 06/2018 du 27 mars 2018 portant approbation du budget primitif de la commune de Pirae (budget principal) pour l'exercice 2018 et de la prise en charge des déficits des budgets annexes ;
- VU Les nécessités de service public ;
- VU Les explications fournies par Monsieur Edouard FRITCH, Maire ;

## Exposé des motirs :

Lors de la séance du 23 août 2018, le Conseil municipal a adopté la création de plusieurs emplois permanents dont celui d'agent d'entretien à temps complet, affecté au Secrétariat général, pour assurer les missions liées à l'entretien de l'Hôtel de ville.

En supplément des deux agents qui réalisent ces missions à temps complet, la création d'un emploi supplémentaire à temps non complet, 65%, permettra le renfort de cette petite équipe à un coût budgétaire moindre que celui d'un emploi à temps complet. Ce taux correspond à un temps annuel de 1 312 heures réparti sur douze mois : 32 heures de travail hebdomadaire sur 35 semaines travaillées à l'année, 9 jours de travail à répartir sur l'année et 120 heures de congés annuels.

Il est bien entendu que cette modification sera communiquée aux instances représentatives du personnel lors de la prochaine séance du Comité technique paritaire (CTP).

Après en avoir délibéré en sa séance du 23.10.2018;

#### ADOPTE:

<u>Article 1<sup>er</sup>:</u> L'article 6 de la délibération n° 37/2018 du 23 août 2018 portant création d'emplois permanents est modifiée :

### Au lieu de :

« Il est créé un (1) emploi permanent d'agent d'entretien à temps complet, aux grades « agent », « agent qualifié » et « agent principal » du cadre d'emplois « exécution » (D) de la spécialité technique. »

#### Lire:

« Il est créé un (1) emploi permanent d'agent d'entretien à temps non complet (65%) aux grades « agent », « agent qualifié » et « agent principal » du cadre d'emplois « exécution » (D) de la spécialité technique. »

Cet emploi correspond à 1 312 heures à répartir sur un an.

- Le tableau des emplois permanents ouverts dans la fonction publique communale est modifié conformément au document figurant en annexe de la présente délibération.
- Article 3:

  Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget principal.
- Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre le présent arrêté, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de publication.
- Le Directeur général des services et le Chef de service des Ressources sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, communiquée partout où besoin sera.



Acte rendu exécutoire après envoi à la Subdivision administrative

Le. 2 7 OCT. 2018

et publication du 2 9 OCT. 2018

Le 1er Adjoint,

Mme Yvette LICHTLE

Edouard FRITCH

Le Maire

Cadr <b>es</b> d'emplois	Spécialité	Grades	Temps de travail	Nombre d'emplois
Emp <b>loi</b> fon <b>ctio</b> nnel	Administrative	Directeur général des services	Complet	1
A — Conception & Encadrement	Administrative	Conseiller principal	Complet	2
		Conseiller qualifié	Complet	1
		Conseiller	Complet	10
	Technique	Conseiller principal	Complet	2
		Conseiller qualifié	Complet	1
		Conseiller	Complet	2
	Administrative	Technicien principal	Complet	5
		Technicien	Complet	9
		Technicien provisoire	Complet	1
B - Maîtrise		Technicien principal	Complet	3
	Technique	Technicien	, Complet	4
		Lieutenant	Complet	1
	Sécurité civile	Major	Complet	2
	!	Adjoint principal	Complet	11
	Administrative	Adjoint	Complet	8
	, rammistrative	Adjoint provisoire	Complet	1
	Technique	Adjoint principal	Complet	
C - Application		Adjoint	Complet	8
	Sécurité civile	Adjudant	Complet	3
		Sergent	Complet	6
	Sécurité publique	Brigadier	Complet	5
		Gardien	Complet	13
D – Exécution	Administrative	Agent principal	Complet	2
		Agent qualifié .	Complet	1
		Agent	Complet	1
	Techn <b>ique</b>	Agent principal	Complet	14
		Agent qualifié	Complet	25
		Agent	' Complet	36 - 1
		Agent	Non complet (75%)	4
		Agent	Non complet (65%)	4 +1
		Agent	Non complet (50%)	1.
	Sécurité civile	Caporal-chef	Complet	6
		Sapeur	Complet	7
	Sécurité publique	Agent de sécurité publique principal	Complet	1
			, TOTAL	208